



## REGLEMENT DE CONSULTATION

### MARCHÉ PUBLIC D'EXPLOITATION

---

**Marché d'exploitation  
des réseaux de chaleur primaires avec chaufferie bois et granulés  
de la SPL GOLFE ENERGIES RENOUVELABLES**










---

**N° du CCAP : *Référence SPL : EXPLOITATION-4RES***

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : 24/06/2025**

**Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions  
des articles R2124-2,1° et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique**

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Exploitation des réseaux de chaleur avec chaudière bois et granulés des sites d'ARRADON, LOCQUELTAS, BADEN, SURZUR(tranche optionnelle N°1), et SARZEAU (tranche optionnelle N°2)
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Missions</b>	Exploitation avec intéressement sur les taux de couvertures des sites
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	3 ans avec délai de démarrage différents suivants les sites
	<b>Reconduction</b>	Reconductible 1 an par voie d'avenant
	<b>Prix</b>	Prix global forfaitaire avec intéressement sur les taux de couverture EnR
	<b>Variation des prix</b>	Prix P2 révisable

## SOMMAIRE

1.	MAITRE D'OUVRAGE .....	4
2.	OBJET DE LA CONSULTATION .....	4
2.1	Objet .....	4
2.2	Durée et conditions économiques.....	5
3.	CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES.....	6
3.1	Etendue et mode de consultation.....	6
3.2	Mode de dévolution.....	6
3.3	Compléments à apporter aux CCTP.....	6
3.4	Variantes, PSE, Tranches optionnelles N°1 et N°2 .....	6
3.4.1	Variantes libres.....	6
3.4.2	PSE N°1 .....	6
3.4.3	PSE N°2.....	7
3.4.4	Tranche optionnelle N°1.....	7
3.4.5	Tranche optionnelle N°1-1 .....	7
3.4.6	Tranche optionnelle N°2.....	7
3.4.7	Tranche optionnelle N°2-1 .....	7
3.4.8	Notification des PSE N°1 ;N°2 et des Tranches optionnelles N°1,N°2 .....	7
3.5	Modification de détail du dossier de consultation .....	7
3.6	Délai de validité des offres .....	8
4.	COMPOSITION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	8
5.	VISITES DES INSTALLATIONS DES SITES .....	10
6.	REMISE DES OFFRES .....	10
6.1	- Transmission électronique .....	10
6.2	- Transmission sous support papier.....	11
7.	EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	11
7.1	- Sélection des candidatures.....	11
7.2	- Attribution des marchés.....	11
8.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	13
8.1	- Adresses supplémentaires et points de contact.....	13
8.2	- Procédures de recours .....	14

# 1. MAITRE D'OUVRAGE

Le pouvoir adjudicateur est la

**Société Publique Locale**  
**GOLFE ENERGIES RENOUVEABLES (SPL GER)**  
Service Commande Publique de GMVA  
30 rue Alfred Kastler  
5600 VANNES CEDEX  
Tél : 02 97 68 33 83

## 2. OBJET DE LA CONSULTATION

### 2.1 Objet

L'appel d'offres concerne 4 sites différents décrits ci-dessous

Sites	Date de mise en service prévisionnelle
<i>Chaufferie granulés de 70 kW de LOCQUELTAS avec deux sous-stations et production de chauffage et d'ECS (secours électriques sur 2 ballons ECS pour deux groupes de logements)</i>	<i>Fin octobre 2025 et courant 2026 pour la sous-station logements</i>
Chaufferie bois sec (25% d'humidité) de 120 kW d'ARRADON avec appoint/secours au gaz naturel de 255 kW avec deux sous-stations dédiées chauffage	Février 2026
<i>Chaudière propane de 250 kW avec cuve dédiée pour le chauffage de l'école J LE BRIX de BADEN</i>	<i>Octobre 2025</i>
Chaufferie bois sec (25% d'humidité) de 220 kW de BADEN avec appoint/secours au propane de 250 kW avec plusieurs sous-stations	Octobre 2026
<b>TRANCHE OPTIONNELLE N°1</b> : Chaufferie bois sec (25% d'humidité) de 220 kW de SURZUR avec appoint/secours au propane de 250 kW avec plusieurs sous-stations	Octobre 2026
<b>TRANCHE OPTIONNELLE N°2</b> : Chaufferie bois de 400 kW de SARZEAU avec appoint/secours au propane de 600 kW avec plusieurs sous-stations	Octobre 2026

Le présent marché est de type :

- PFI – Prestations et Forfait avec Intéressement ;
- PF – « Prestation – Forfait » ;

Il comprend les prestations :

- P2 – Maintenance et entretien courant :
  - prestations de surveillance, conduite, petit entretien réputées nécessaires pour assurer le fonctionnement des réseaux pendant la période effective de chauffage quelle que soit la durée
  - prestations des surveillances, conduite, petit entretien réputées nécessaires pour la prévention contre les risques de contamination par la bactérie Légionella (2 ballons ECS uniquement sur Locqueltas), y compris analyse légionelle.
  - Surveillance, conduite, petit entretien réputées nécessaires pour assurer l'entretien des traitements d'eaux (adoucisseurs, filmogènes et désemboueurs).
- Intéressement sur les taux de couverture EnR des réseaux de chaleur des sites d'ARRADON, BADEN, SURZUR(option n°1), et SARZEAU (option N°2) ;
- Des prestations d'entretiens en PSE1 par site avec les constructeurs des chaudières bois/granulés

## **2.2 Durée et conditions économiques**

Le marché est établi pour une durée de 3 ans à compter de la date de mise en service de chaque site.

Ce marché pourra être prolongé d'un an par notification du pouvoir adjudicataire au titulaire du marché.

Tous les prix indiqués sont établis sur la base des conditions économiques connues en octobre 2025.

### 3. CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES

#### 3.1 Etendue et mode de consultation

La présente consultation répond aux règles de la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2161-1 à 2161-5 du Code de la Commande Publique.

Le DCE est accessible uniquement sur la plateforme de dématérialisation MEGALIS à l'adresse suivante <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

#### 3.2 Mode de dévolution

La présente consultation s'adresse à des entreprises spécialisées dans l'exploitation de chauffage.  
Entreprise unique ou groupement : aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois :

1° En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements

2° En qualité de membres de plusieurs groupements

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles, conformément à l'article R 2142-24 du Code de la Commande Publique.

#### 3.3 Compléments à apporter aux CCTP

Le candidat n'a pas à apporter de corrections ou compléments aux CCTP.  
Il doit remettre une offre rigoureusement conforme.

#### 3.4 Variantes, PSE, Tranches optionnelles N°1 et N°2

##### 3.4.1 Variantes libres

Non autorisées.

##### 3.4.2 PSE N°1

Une Prestation Supplémentaire Eventuelle N°1 sera prévue par le TITULAIRE pour chaque site.

L'objectif est de confier une visite/inspection annuelle au constructeur, à minima pour la chaudière bois et granulés et les équipements connexes (transfert de combustible, traitement de fumées).

ARRADON	LOCQUeltas	BADEN	SURZUR dans option N°1	SARZEAU dans option N°2
1 chaudière bois sec 120 KW	1 chaudière granulés 70 KW	1 chaudière bois sec 220 KW 1 chaudière granulés 96 KW	1 chaudière bois sec 220 KW	1 chaudière bois 400 KW (maxi 50% d'humidité)

### 3.4.3 PSE N°2

Une Prestation Supplémentaire Eventuelle N°2 sera prévue par le TITULAIRE.

L'objectif est de confier la conduite, le suivi et l'entretien d'une chaudière propane de 250 KW (valeur à confirmer) et de sa cuve aérienne sur l'école J LE BRIX de BADEN entre octobre 2025 et mai 2026.

La SPL GOLFE ENERGIES RENOUVELABLES se charge de l'approvisionnement en propane, la cuve étant munie d'une jauge automatique qui informe le fournisseur.

### 3.4.4 Tranche optionnelle N°1

La tranche optionnelle n°1 sera prévue par le TITULAIRE.

L'objectif est de confier la conduite, le suivi et l'entretien des installations localisées sur la commune de Surzur suivant les mêmes modalités que les autres sites.

### 3.4.5 Tranche optionnelle N°1-1

L'objectif est de confier une visite/inspection annuelle au constructeur, à minima pour la chaudière bois et granulés et les équipements connexes (transfert de combustible, traitement de fumées).

<b>SURZUR dans option N°1</b>
<i>1 chaudière bois sec 220 KW (25% d'humidité)</i>

### 3.4.6 Tranche optionnelle N°2

La tranche optionnelle n°2 sera prévue par le TITULAIRE.

L'objectif est de confier la conduite, le suivi et l'entretien des installations localisées sur la commune de Sarzeau (chaudière bois 40% d'humidité) suivant les mêmes modalités que les autres sites.

### 3.4.7 Tranche optionnelle N°2-1

L'objectif est de confier une visite/inspection annuelle au constructeur, à minima pour la chaudière bois et granulés et les équipements connexes (transfert de combustible, traitement de fumées).

<b>SARZEAU</b>
<i>1 chaudière bois 400 KW(maxi 50% d'humidité)</i>

### 3.4.8 Notification des PSE N°1 ;N°2 et des Tranches optionnelles N°1,1-1,N°2,2-1

Le pouvoir adjudicateur décidera de la levée des PSE N°1 et N°2 à la notification du marché.  
Les tranches optionnelles n°1 et N°2 seront levées fin 2025.

## 3.5 **Modification de détail du dossier de consultation**

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **3.6 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

## **4. COMPOSITION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les candidats doivent produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes.

#### **Justificatifs candidatures :**

A l'appui de leur candidature, les candidats remettent :

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L2141-4 du Code de la Commande Publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Le formulaire DC1 (incluant la déclaration sur l'honneur précitée) téléchargeable dans sa dernière version gratuitement à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.

Où

- Le document unique de marché européen (DUME), rédigé en langue française

#### **DUME électronique**

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature en utilisant le DUME électronique sous forme d'échange de données structurées.

Consignes pour remplir le DUME selon la forme de candidature optée par l'opérateur économique

Un opérateur économique qui participe à titre individuel et qui ne recourt pas aux capacités d'autres entités pour remplir les conditions de participation doit remplir un DUME.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel ; à savoir les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et la partie III, dûment rempli et signé par les entités concernés et dans la mesure où cela est pertinent, au vu des capacités auxquelles l'opérateur économique a recours, les parties IV et V.

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

#### **1. Autres justificatifs :**

Ils concernent les capacités techniques, professionnelles et financières du candidat apprécié au regard du DUME ou du formulaire DC2 dûment complété pour chacune de ses rubriques et accompagné des documents à y annexer en justificatifs (chiffre d'affaires, moyens humains et techniques, références contrôlables de prestations de même nature sur les 3 dernières années).

Le DC2 est également téléchargeable dans sa dernière version gratuitement à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.

Les entreprises nouvellement créées produisent une copie certifiée du récépissé de dépôt du centre de formalités des entreprises.



## **2. Justificatifs spécifiques au candidat envisagé attributaire :**

Dans le délai mentionné dans le courrier l'informant de cette décision, le candidat communique

- Les documents demandés conformément à la rubrique F de l'imprimé NOT 1 dans sa dernière version (y compris attestations d'assurances)

Et en cas de groupement :

- Une habilitation dûment complétée et signées des cotraitants

### **Offres**

- L'Acte engagement dûment complété et l'ensemble de ces annexes ▪ Bordereaux des prix mixtes
- CCAP et ses annexes
- CCTP et ses annexes
- Mémoire technique

Doivent y figurer toutes les justifications et observations que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des prestations. En particulier, il peut y être joint :

1. Des indications concernant les moyens d'exécution dédiés au marché : personnels affectés, qualifications moyennes de communication, astreintes, etc...
2. La liste des sous-traitants que l'entrepreneur envisage de proposer à l'agrément de la SPL GER ainsi que les prestations sous-traitées,
3. Des indications concernant la provenance des principales fournitures courantes ainsi que les références des fournisseurs correspondants,
4. La présentation de l'implantation locale de la société,
5. Des propositions en moyen et en délai de transmission des informations à la SPL GER,
6. Un délai d'intervention en semaine et pendant les périodes d'astreinte,
7. Des propositions d'incitations aux économies d'énergie.

Le mémoire permet d'apprécier le plus justement possible la manière dont le candidat appréhende la prestation et son exécution.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en sus de l'annexe :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;

Lorsque le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, La SPL GER mettra en place une procédure d'offre anormalement basse.

## 5. VISITES DES INSTALLATIONS DES SITES

Sans objet.

## 6. REMISE DES OFFRES

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est **obligatoirement** effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse indiquée en page de garde de ce présent règlement.

Il convient d'indiquer les mentions suivantes :

**Copie de sauvegarde à l'attention du Service Commande Publique de GMVA  
Marché n° SPL-EXPLOT4RES**

**Ne pas ouvrir**

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

## **6.2 - Transmission sous support papier**

La transmission des plis par voie papier n'est plus autorisée depuis le 1er octobre 2018.

# **7. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

## **7.1 - Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 4 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## **7.2 - Attribution des marchés**

Le jugement des offres, y compris les prestations supplémentaire 1 et 2 et les tranches optionnelles N°1 et N°2, sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée préalablement à l'engagement d'une éventuelle négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation.

Le jugement des offres sera effectué selon les critères pondérés suivants :

**L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères et sous-critères définis ci-après, pondérés de la manière suivante :**

Critère :	1) Prix des prestations et cohérence des prix	50 points
	Poste P2 : petit entretien	
	<i>Ce critère est apprécié au regard, du prix indiqué à l'Acte d'Engagement, du cadre du bordereaux des prix mixtes</i>	

Critère :	2) Valeur technique de l'offre		50 points
Sous-critère	1	Présentation du personnel d'intervention – organisation technique et logistique de l'Entreprise – organisation des interventions programmées, non programmées et en astreinte – fréquence des opérations d'entretien (gammes de maintenance) Présentation de la qualité des supports, exemple de documents de suivi : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport de prise en charge,</li> <li>• Livret de chaufferie,</li> <li>• Rapport d'exploitation,</li> </ul>	20 Points
Sous-critère	2	Modalités de formalisation et de transmission au maître d'ouvrage des contrôles effectués	2 Points
Sous-critère	3	Cohérence et justification du nombre d'heures du poste P2 au regard de la décomposition du coût par élément de mission - Cohérence et justification des prestations P2 ainsi que les délais d'interventions	20 Points
Sous-critère	4	Proposition d'amélioration technique permettant de réduire les consommations	8 Points

Les notes des différents candidats seront attribuées en fonction de l'offre du moins disant. Celui-ci obtiendra la note maximale sur le critère prix.

La note des autres candidats sera déterminée par application de la formule suivante :

$$\frac{\text{Montant de l'offre la plus basse}}{\text{Montant de l'offre du candidat noté}} \times \text{Nombre de points}$$

#### Notation des sous-critères techniques :

L'échelle de notation appliquée pour chacun des sous-critères de la valeur technique est la suivante :

0%	Absent	Renseignements non fournis
25%	Très insuffisant	Renseignements très imprécis ou incomplets
50%	Insuffisant	Renseignements fournis mais insuffisamment adaptés aux besoins
75%	Satisfaisant	Renseignements fournis et adaptés aux besoins
100%	Très satisfaisant	Renseignements fournis, adaptés aux besoins, complets et explicites

Cette notation sera ensuite pondérée de façon à ce que la note maximale de 100 points soit ramenée au poids de chaque sous-critère.

Le classement final des offres est établi en conséquence.

L'offre retenue est celle qui obtient le plus de points.

Les offres sont classées par ordre décroissant.

### **Dispositions particulières**

En cas de discordance constatée dans l'offre d'un candidat entre les sommes indiquées dans l'acte d'engagement et dans ses annexes, la somme portée en lettres hors taxes figurant à l'article prix (compléter par le candidat) dans l'acte d'engagement prévaudra sur les autres indications.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un entrepreneur candidat, il n'en est pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non-cohérente.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation. Ainsi, si au terme de la consultation, un candidat est informé que son offre est retenue, il ne peut prétendre à aucune indemnité, ni élever aucune réclamation dans l'hypothèse où le maître de l'ouvrage décidait d'abandonner l'opération

## **8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

### ***8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact***

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant téléchargé le DCE après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

## **8.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

**Tribunal Administratif de Rennes**  
3 Contour de la Motte - CS 44416  
35044 RENNES

Tél : 02 23 21 28 28  
Télécopie : 02 99 63 56 84  
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au Tribunal Administratif de Rennes.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est le Tribunal Administratif de Rennes.